

Il faudrait investir 6 milliards d'euros dans l'école primaire (syndicat)

Paris, 16 mars 2017 (AFP) -

L'école primaire française souffre d'un sous-investissement et a besoin de 6 milliards d'euros pour rattraper les pays comparables, selon son premier syndicat, le SNUipp-FSU, dans un livre blanc publié jeudi, à cinq semaines du premier tour de l'élection présidentielle.

Un tel investissement permettrait notamment de créer des postes de professeurs des écoles pour alléger les effectifs des classes, de mieux accueillir les enfants handicapés, de libérer du temps pour le travail collectif des professeurs et de revaloriser les salaires ont fait valoir les dirigeants du SNUipp-FSU lors d'une conférence de presse.

"Le débat sur l'école n'est pas assez présent" dans cette campagne électorale, s'est inquiétée Francette Popineau, cosecrétaire générale.

"On est moins sollicité qu'en 2012" par les candidats, ont indiqué les dirigeants du syndicat, indiquant avoir seulement rencontré l'entourage du candidat socialiste Benoît Hamon.

"Tout le monde n'a pas pris la mesure de l'état de l'école primaire de la même façon. Certains en sont encore à penser qu'on peut supprimer des postes", a regretté Mme Popineau : "Imaginer qu'on puisse améliorer l'école en supprimant des postes nous semble juste scandaleux."

Le projet du candidat LR François Fillon prévoit 500.000 suppressions de postes de fonctionnaires, sans qu'il n'ait précisé la proportion de postes d'enseignants qui seraient concernés. Parmi ses adversaires, on évoque le chiffre de 150.000.

Benoît Hamon prévoit, lui, 23.000 créations de postes en primaire. "C'est bien mais, ça ne suffira pas", estime le SNUipp-FSU, ajoutant que "avec 60.000 postes" créés sous François Hollande pour l'enseignement, "les effectifs n'ont pas baissé".

Le syndicat souhaite une baisse progressive du temps de classe effectué par les professeurs des écoles, actuellement fixé à 24 heures par semaine (hors corrections, préparation des cours, rencontre des parents...). Les élèves garderaient autant d'heures grâce à des maîtres supplémentaires, mais les professeurs enseigneraient à terme 18 heures par semaine et disposeraient de trois heures pour du travail en commun.

Parmi les autres revendications du syndicat, une relance des Rased, enseignants spécialisés dans la difficulté scolaire, et un réel accès à la formation continue.

ang/sva/phc

Afp le 16 mars 17 à 18 23.